

**Bibliothek  
des Instituts für Weltwirtschaft  
an der Universität Kiel**

**Broschürensammlung**

**Signatur**

**A 5815**





LA  
CRISE AGRICOLE

PAR

ÉMILE CHEVALLIER

PROFESSEUR SUPPLÉANT A LA FACULTÉ DE DROIT DE DOUAI

---

Prix : 1 franc.

---

PARIS

A. MARESCQ AÎNÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR

20, RUE SOUFFLOT, 20.

---

1881





# LA CRISE AGRICOLE



PUBLICATIONS DU MÊME AUTEUR :

**Une nouvelle forme de Société de consommation**, pour les ouvriers. — (L'Economat du Closmortier). — Prix : 2 fr.

**Jeux et Paris devant la loi** (Maisons de jeu, Loteries, Courses de chevaux, Jeux de bourse). — Prix : 3 fr.

**Etude sur la propriété des mines et sur ses rapports avec la propriété superficielle**. Ouvrage couronné par la Faculté de Droit de Paris. — Prix : 4 fr.

**De l'obligation alimentaire entre parents illégitimes**. — Prix : 75 cent.

---

CLERMONT OISE. — IMPRIMERIE A. DAIX, RUE DE CONDÉ, 27.

LA  
CRISE AGRICOLE

PAR

ÉMILE CHEVALLIER

PROFESSEUR SUPPLÉANT À LA FACULTÉ DE DROIT DE DOUAI.

200.000  
985.000



PARIS

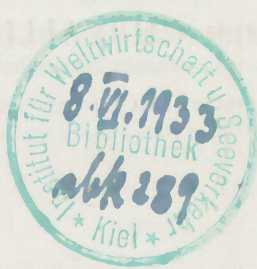
A. MARESCQ Aîné, LIBRAIRE - ÉDITEUR

20, RUE SOUFFLOT

—  
1881



CRISE AGRICOLE



# LA CRISE AGRICOLE

---

La discussion du Tarif général des Douanes doit venir très-prochainement devant le Sénat, et nul doute que la partie relative aux produits agricoles ne donne lieu à un assez long débat. Protectionnistes et libre-échangistes choisiront ce terrain pour essayer de faire triompher leurs doctrines respectives; et, en effet, outre l'intérêt économique qui s'attache à une industrie qui occupe les 5/8<sup>mes</sup> de notre population, qui exploite et met en valeur la plus grande partie de notre territoire, l'état actuel de l'agriculture nationale contribue puissamment à exciter les préoccupations générales; elle subit en ce moment une crise, dont les premières atteintes remontent à quelques années, et qui est arrivée en 1879-1880 à son caractère le plus aigu.

Les questions agricoles ont toujours tenu en éveil ma curiosité; mais des circonstances particulières m'ont récemment amené à observer de plus près encore la situation de notre agriculture. Cette étude devait, d'ailleurs, me révéler les causes de ses souffrances, et me fournir l'explication de ses plaintes.



I.

Les causes qui ont déterminé la crise agricole, sont, à mon sens, au nombre de deux :

1° Depuis 1860, le régime douanier de la France, relativement aux produits agricoles, est un système quasi libre-échangiste. L'importation des céréales, ainsi que celle des laines, ne sont soumises à aucun droit protecteur; les produits étrangers arrivent donc presque en franchise sur nos marchés, et le froment, par exemple, n'est soumis qu'à un simple droit de 0,60 c. par cent kilogs.

Aussi, grâce à notre législation douanière, les blés de l'Amérique viennent-ils faire aux nôtres la plus sérieuse concurrence, et les laines de l'Australie et de la Plata découragent-elles notre production indigène.

Je ne parle pas de l'importation des autres céréales, dont l'importance est beaucoup moindre, et dont les effets sont moins funestes aux intérêts de nos agriculteurs français.

Cette concurrence, qui, je dois en convenir, s'exerce d'une façon croissante, ne se fait pas toutefois sentir chaque année d'une manière égale et uniforme. Si la récolte est bonne, si le blé donne, comme en 1874, un rendement moyen pour la France de 20 hectolitres environ à l'hectare, nos cultivateurs ne la redoutent pas, et le produit de leurs terres se trouve

suffisamment rémunérateur ; mais que plusieurs mauvaises récoltes se succèdent, l'industrie agricole se voit alors dans une fâcheuse situation.

J'arrive par cela même à l'examen de la seconde cause :

2° Les années 1876, 1878, et particulièrement 1879 ont été désastreuses : non-seulement le blé, qui est le produit par excellence de l'agriculture française, a fourni une récolte inférieure ; mais les autres céréales n'ont pas compensé la perte que le froment faisait éprouver ; c'est ce qui a eu lieu notamment en 1879.

Les dernières récoltes de froment ont été :

1876.....	95,439,832 hectolitres	
1877.....	100,145,651	»
1878.....	95,270,698	»
1879.....	82,152,286	»

Quatre-vingt-deux millions d'hectolitres en 1879, c'est-à-dire, eu égard à la quantité de terres emblavées, un rendement de 12 hectolitres à l'hectare, alors que la récolte de blé avait été par exemple :

en 1868.....de	116,783,000 hectolitres	
» 1872.....	120,803,459	»
» 1874.....	133,130,163	»

Avec un rendement de 12 hectolitres à l'hectare, voire même de 15 hect., ce qui est le rendement



moyen en France (1), les cultivateurs ne peuvent couvrir les frais de culture, et atteindre le prix de revient de l'hectolitre.

Telles sont les deux causes de la crise agricole. Il en est une que je tiens à reprendre : je désire, en effet, quelque peu insister sur les conséquences de notre législation douanière.

Depuis les traités de commerce qui ont pour ainsi dire introduit le régime du libre-échange en ce qui concerne les produits agricoles, les cultivateurs ont ressenti les effets de la concurrence étrangère.

Dans les premières années qui suivirent l'exécution des traités, l'agriculture ne souffrit pas trop ; elle était alors dans un état de prospérité qu'expliquaient, d'une part, la multiplication et l'achèvement des voies de communication, la substitution en certains endroits de la culture intensive à la culture extensive, et, d'autre part, le peu d'importance qu'avaient à cette époque les importations étrangères. D'ailleurs, le gouvernement impérial, pour ménager

---

(1) Le chiffre cité plus haut représente le rendement à l'hectare pour toute la France. La moyenne du rendement varie, est-il besoin de le dire, suivant chaque région : dans onze départements, qui constituent la région Nord, le rendement a été de 21 hect. 25, en 1877 ; de 19 h. 87 en 1878. Le département de la Seine a le plus fort rendement : 37 hect. en 1877 ; 29 h. en 1878.

La France, d'ailleurs, avec son rendement moyen de 15 hect., passe après le Wurtemberg qui donne 29 hect. à l'hectare, la Grande-Bretagne 26, et la Belgique 24.

la transition, avait fait remise aux cultivateurs d'une partie de l'impôt foncier.

Aujourd'hui les Etats-Unis pour le blé, l'Australie et la Plata pour la laine, nous font une très vive concurrence.

La production en blé, aux Etats-Unis, a pris une très-grande extension : en 1878, elle atteignait 147,700,000 hectolitres ; en 1879, 165,000,000 hectolitres.

Sans doute, le rendement moyen par hectare y est inférieur à celui de la France ; il n'est guère environ que de 10 hectolitres. Mais le prix de revient y est bien plus faible : dans l'Ouest des Etats-Unis, le *Far-West*, c'est-à-dire dans les Etats du Texas, de Dakotah, de Minesota, etc... l'hectolitre de blé ne coûte environ au producteur que 8 à 10 fr. ; en France, les frais s'élèvent à 20 fr. au minimum.

Certaines personnes exagèrent même cette différence : c'est ainsi que deux articles, publiés dans le *Journal des Débats* (1), et qui ont alarmé à tort nos cultivateurs, ont déclaré que le prix de revient d'un hectolitre de blé, au Texas, était de 7 fr. 62 c. et que, comme la même terre donnait, dans l'année, une seconde récolte, ce prix se trouvait même, en fait, de beaucoup inférieur à 7 fr. L'auteur de ces articles, dont les assertions ont été très-vivement attaquées

---

(1) 21 octobre, et 13 novembre 1880.



soit au sein de la *Société d'Economie politique* (1), soit dans l'*Economiste français* (2), a diminué, autant qu'il a pu, les frais de production du blé en Amérique, en supposant une récolte dérobée de maïs que l'on n'y demande pas, en général, à la terre, après le blé, en ne tenant pas compte des circonstances climatiques qui sont souvent si funestes dans cette partie du Nouveau-Monde, et en admettant, ce qui est faux, que le rendement par hectare y est de 15 hectolitres au minimum. A l'inverse, il a grossi outre mesure le prix de revient du blé français, soit en affirmant que le prix de location de l'hectare est en France de 100 fr. (ce qui n'est vrai que pour quelques parties de la région du Nord), soit en évaluant le montant de l'impôt foncier au quart du prix de la location.

L'exagération est certaine ; d'ailleurs, il est aussi difficile de fixer un prix de revient général pour le blé des Etats-Unis que pour le blé de notre pays. De même qu'en France il varie suivant chaque contrée, chaque mode de culture, et suivant la nature de la récolte, qui a précédé ; de même, aux Etats-Unis, il existe, à ce point de vue, des différences fort importantes entre le territoire des différents Etats, et il paraît même que les anciens Etats de l'Union

---

(1) Séance du 6 décembre 1880.

(2) Nos du 27 novembre et 4 décembre 1880.



redoutent, autant que nous, et pour ne pas dire davantage, la concurrence du *Far-West*.

Faisant donc la part de l'exagération, et tenant compte de la difficulté qu'il y a à préciser le prix de revient du blé soit en Amérique, soit en France, je dois toutefois reconnaître que les frais de production sont, dans l'Ouest des Etats-Unis, de moitié environ inférieurs à ceux de notre blé, et je dois faire connaître les motifs de cet écart.

En Amérique, la terre ne coûte rien ou presque rien ; quelquefois elle fait l'objet d'une concession gratuite, habituellement, elle est payée à raison de 100 ou 150 fr. l'hectare. — En second lieu, les impôts fonciers sont presque nuls. — En troisième lieu, les dépenses d'engrais n'existent pas, le cultivateur américain pratiquant sur une terre vierge la culture extensive avec ses traits les plus caractérisés. Enfin, comme l'exploitation peut se faire sur une très vaste étendue de terre, souvent sur plusieurs milliers d'hectares, l'emploi des machines, qui y devient possible, diminue beaucoup les frais de labour et d'ensemencement (1).

En France, au contraire, le prix de la terre est assez élevé : il est, en moyenne, de 2,500 fr. l'hectare ; l'impôt foncier représente, en général, 12 à 15 fr.

---

(1) Il faut lire, pour se rendre compte de la culture des Etats-Unis, un article de M. Froust de Fontpertuis dans la *Revue Scientifique* du 7 août 1880 ; il y décrit les travaux d'une ferme de 30,000 hectares.

et, dans les communes obérées, atteint quelquefois 20 fr. ; enfin, le cultivateur fait des sacrifices pour son exploitation et a des dépenses d'engrais à supporter. — Je ne parle pas des salaires des ouvriers qui sont à peu près les mêmes en France qu'aux Etats-Unis.

L'hectolitre de blé pourra donc être livré par le producteur américain moyennant une dizaine de francs ; et, malgré les frais de transport, il pourra, sur nos marchés, être vendu à un prix un peu inférieur à ce qu'il coûte au cultivateur français. C'est ce qu'a parfaitement établi Monsieur Drumel (1) dans le remarquable rapport qu'il a présenté à la Chambre des Députés au nom de l'une des commissions des douanes : « Le quintal de blé (ou 130 litres « environ) dans ce pays est vendu 13 fr. environ « par le producteur ; on peut le transporter à Chi- « cago, le grand marché des Etats-Unis, moyennant « 1 fr. et de là à New-York pour 1 fr. 50 par la voie « d'eau et pour 2 fr. 70 c. par la voie de terre. De « New-York dans un port français, le fret est, d'a- « près des documents officiels, de 3 fr. 50 ; les frais « de chargement presque insignifiants, puisqu'en un « jour, au port d'exportation, un steamer peut, « grâce à des élévateurs puissants, charger 80,000 « bushels ou 29,040 hectolitres. Si on ajoute au

---

(1) Je suis heureux de citer ici Monsieur Drumel, qui appartient à la faculté de droit de Douai, où il a enseigné avec grand éclat, et où il jouit de très-vives sympathies.



« prix d'achat et aux frais de transport le droit de  
« de 0 fr. 60, on trouve pour le prix d'un quintal de  
« blé rendu en France, un chiffre qui varie entre 20  
« fr. et 21 fr. Ce produit a donc un grand avantage  
« sur notre blé dont le prix de revient est de 2 francs  
« supérieur par quintal. »

Comme on le voit, la concurrence du blé exotique est très-redoutable, et, quoique la production indigène depuis 1815 (où elle était de 47,941,000 hectolitres), ait plus que doublé par suite de l'augmentation des superficies cultivées (1) et du rendement à l'hectare, le cultivateur français ne laisse pas que de gémir sur sa situation.

Mais, me dira-t-on, le prix du blé s'est élevé depuis vingt ans, comme il est facile de s'en assurer par le tableau suivant.

En 1858, le prix moyen de l'hectolitre était de 16 f. 44

1859	—	—	16	69
1860	—	—	20	41
1861	—	—	24	45
1862	—	—	23	24
1863	—	—	19	78
. . . . .				
1874	—	—	25	11
1875	—	—	19	32
1876	—	—	20	59
1877	—	—	23	44
1878	—	—	23	

(1) En 1815, le nombre d'hectares emblavés était de 4,608,000 ; en 1878, 6,843,085.



L'hectolitre de blé, ajoute-t-on, qui, avant les traités de commerce, n'atteignait pas 17 fr., dépasse aujourd'hui 20 fr.

Toutefois il faut remarquer que si son prix a augmenté, les frais de culture eux aussi se sont considérablement accrus ; sous l'influence de l'augmentation des salaires, ainsi que de celle du prix de la terre et des charges foncières, le prix de revient a certainement augmenté de plus de 120 fr. par hectare depuis vingt ans.

Nos cultivateurs, d'ailleurs, n'ont plus, comme avant 1860, la possibilité de *payer leurs fermages avec le produit en laine de leurs troupeaux*. La race ovine a considérablement diminué (1) :

En 1860 l'on comptait en France 34.000.000 moutons

1866	—	—	30.286.233
1872	—	—	29.000.000
1873	—	—	25.230.000
1875	—	—	23.000.000
1876	—	—	23.902.077

---

(1) Les animaux de la race bovine ont également diminué de nombre.

En 1866, il y en avait, 12,733,188

En 1873, — 11,721,459.

En 1875, — 11,200,000.

En 1876, — 11,353,220.

Mais cette diminution, qui est, d'ailleurs, assez légère, n'a rien d'inquiétant. Antérieurement, comme on l'a fait remarquer, chaque tête de bétail vivait 6 ou 7 ans ; aujourd'hui, le gras bétail est tué à 23 mois ; le bétail servant au labour est tué avant 6 ans. En sorte que la quantité d'animaux livrés annuellement à la consommation s'est plutôt accrue.



La décroissance est certaine ; elle est de près d'un tiers.

On a, pour atténuer ce que ces chiffres ont de regrettable, allégué que si les moutons étaient moins nombreux, ils étaient généralement, en revanche, de race perfectionnée, et susceptibles de donner plus de viande et de laine, ou d'arriver plus tôt à leur grosseur normale. Nous avons, il est vrai, en France, des moutons appartenant à de belles races : des mérinos, dont la laine est plus abondante et plus fine ; des dishleys, de poids énorme ; des southdowns, dont le développement est si rapide ; malheureusement, leur nombre est bien faible ; l'on en compte trois millions à peine.

A quoi tient cette dépecoration ? A mon sens, elle résulte de deux causes :

D'abord de la suppression des jachères dans certaines contrées. Les troupeaux communaux ne sont pas possibles en l'absence de jachères ; où les animaux se nourriraient-ils, en effet, lorsque toutes les terres sont occupées ? Or, l'existence d'un troupeau communal dans une localité est le seul moyen pour les petits cultivateurs d'entretenir des moutons ; car la stabulation ne peut convenir à ce genre de bétail. Dans les grandes exploitations, alors même que l'on y pratique la culture intensive, le troupeau peut être maintenu ; des prairies artificielles lui seront destinées, et le cultivateur hésitera d'autant moins à



faire ces sacrifices que toutes les bêtes du troupeau constitueront sa propriété.

En second lieu, la diminution de la race ovine résulte de l'abolition des droits protecteurs dans les tarifs douaniers ; sous l'empire des traités, les laines étrangères entrent presque en franchise dans notre pays. Or certaines contrées soit de l'Amérique, soit de l'Océanie ont des troupeaux énormes ; l'Australie par exemple, dont la population comprend 2,700,000 habitants, possède 62 millions de moutons. Aussi le prix de la laine a-t-il baissé en France : avant 1860, la laine lavée à dos se vendait 5 fr. 94 c. le kilog ; la laine en suint 2 fr. 56 c. ; depuis 1860, la première vaut 4 fr. 20 c., la seconde 2 fr. 05. cent.

## II.

La situation faite à l'agriculture française par les deux causes que je viens d'examiner, serait-elle sans remède ? Il y aurait erreur à le soutenir.

Déjà la récolte de 1880 est venue réparer pour la plupart les conséquences désastreuses de celles qui l'avaient précédée. Le froment, quoique les statistiques officielles ne puissent encore nous éclairer avec exactitude, nous a donné certainement plus de 100 millions d'hectolitres ; le rendement des autres céréales a presque partout en France dépassé nos espérances ; les prairies, les betteraves, elles aussi, ont été satisfaisantes.



Mais si la récolte dernière ne peut provoquer nos plaintes, n'est-il pas à craindre que, dans les années qui suivront, la concurrence des produits étrangers ne se fasse sentir davantage encore? Il est à présumer, en effet, que, sous l'influence de cette concurrence, chaque mauvaise récolte ne détermine, en France, une sorte de crise.

Par suite des facilités de transport, les terres d'Amérique sont devenues, on l'a dit, comme voisines de notre territoire; et nous devons redouter constamment la lutte de ses produits contre les nôtres.

Je ne crois pas cependant que, pour en éviter les dangers, il faille arrêter cette concurrence; en face de l'intérêt de l'industrie agricole, qui demande à être protégée, l'on aperçoit celui des consommateurs dont on ne peut accroître les difficultés de l'existence matérielle, en augmentant le prix des denrées de première nécessité. « Il jouerait gros jeu, disait dernièrement Monsieur Jules Simon, le gouvernement qui « ferait payer le pain 60 centimes quand il pourrait, « s'il le voulait, le faire tomber à 55, en supprimant « un article au tarif des douanes. (1) »

La commission de la Chambre des Députés, chargée d'étudier le projet de tarif général des Douanes en ce qui concerne les produits agricoles, a compris

---

(1) Introd. aux rapports du jury international. (Exposit. de 1878.)

qu'elle ne devait pas apporter une perturbation dans les classes malheureuses de la société, en créant des droits prohibitifs ou protecteurs dont l'effet serait de renchérir outre mesure leurs subsistances. — Aussi n'a-t-elle pas songé à frapper les importations de blé; elle a pensé que l'agriculture, d'ailleurs, était la première intéressée à ne pas voir s'élever le prix de la main d'œuvre, dont l'augmentation serait la conséquence immédiate de la révision sur ce point du tarif douanier.

Mais elle a cru que, pour les autres céréales dont la cherté n'a que des conséquences assez indirectes par rapport à l'alimentation et aux besoins essentiels des consommateurs, elle pouvait, sans crainte, établir des droits légèrement protecteurs.

C'est ainsi qu'elle a proposé de frapper dans une certaine mesure les importations d'avoine, de maïs, etc...

Je crois pour ma part que c'est là la seule voie dans laquelle il soit permis d'entrer, si l'on veut concilier les intérêts opposés qui sont ici en jeu. Mais dans cette voie ne peut-on pas aller plus loin? Quelques personnes voudraient également protéger la production des laines contre les importations étrangères. Je l'ai montré plus haut, la race ovine a diminué d'un tiers depuis vingt ans, et il n'est pas un agronome qui ne déplore cette dépeçoration, qui non-seulement prive nos cultivateurs d'une source de bé-



néfices, mais encore compromet la fertilité du sol (1).

— Or la laine n'est pas un objet de première nécessité ; et, à supposer que le prix en devienne un peu plus cher, il n'est pas à redouter que la situation des classes ouvrières s'en trouve aggravée. D'ailleurs, l'accroissement des moutons en France ne peut qu'y faire diminuer le prix de la viande.

Je ne suis pas, en principe, partisan des mesures susceptibles d'apporter une entrave aux transactions internationales, dont la liberté est certainement le régime préférable ; l'élévation des tarifs douaniers, lors même qu'elle ne toucherait qu'aux céréales accessibles et à la laine, ne constitue donc, à mon sens, qu'un moyen empirique.

Mais il est des cas où il est nécessaire de recourir à des remèdes que l'on désapprouve en théorie ; et les économistes eux-mêmes, distinguant entre la science et l'art, sont parfois conduits, dans l'application, à apporter des dérogations aux lois qu'ils ont formulées.

Aussi, en présence de la situation que fait à l'agriculture la concurrence étrangère, crois-je qu'il est utile de frapper, du moins temporairement, les importations de ceux des produits agricoles qui ne sont pas directement nécessaires à l'alimentation humaine.

---

(1) Les Espagnols ont un proverbe qui dit : « Le mouton a des pieds d'or, et partout où apparaît l'empreinte de ses pas, la terre se change en or. »



Mais il serait un autre moyen de rendre moins redoutable la concurrence de l'étranger, ce serait de réduire le prix de revient de nos produits agricoles : et la vraie solution me paraîtrait un dégrèvement des charges qui atteignent la propriété foncière.

Deux impôts pèsent très lourdement sur les détenteurs de biens ruraux : l'impôt foncier, et les droits de mutation (1).

Ces charges sont plus fortes proportionnellement pour la propriété rurale que pour la propriété urbaine, précisément parce que le revenu de la première est beaucoup moindre.

Persistant dans le système des dégrèvements qu'elles viennent d'inaugurer, nos Chambres Législatives devraient s'attaquer à l'impôt foncier qui grève très-lourdement les classes agricoles, et augmente dans une notable mesure les frais d'exploitation. Cette taxe, en effet, quand elle frappe la propriété rurale, atteint uniquement le propriétaire ou le fermier, sans rejaillir sur le consommateur ; elle augmente ainsi le prix de revient des produits sans en élever la valeur. En outre, elle subit une augmentation consi-

---

(1) L'impôt foncier, dont le paiement est presque toujours imposé au fermier, atteint le cultivateur, qu'il soit ou non propriétaire, tandis que les droits de mutation atteignent particulièrement le propriétaire.

Aussi sa suppression ou sa réduction me semble-t-elle, pour ce motif, plus urgente, dans l'intérêt de la culture, que la diminution des droits d'enregistrement ou de mutation.

sidérable par suite des centimes additionnels, qui viennent s'y joindre.

En France, on a réuni sous le nom commun d'*impôt foncier* deux taxes absolument différentes, dont l'une frappe les propriétés rurales, et l'autre les propriétés bâties ; et lorsqu'on voit à l'un de nos derniers budgets l'impôt foncier figurer pour une somme totale de 174 millions *en principal*, il y a lieu de distinguer les deux taxes comprises dans cet impôt, et de remarquer que la part de la propriété agricole est représentée par 122 millions et demi, le reste étant supporté par la propriété bâtie.

Cette confusion devrait disparaître ; il serait alors possible d'alléger dans une très-forte mesure la première, pour ne pas dire la supprimer, tandis que l'on maintiendrait à son taux actuel la seconde, dont certains financiers demandent même l'élévation.

La suppression ou une diminution considérable de la taxe grevant les propriétés agricoles est d'autant plus nécessaire que les centimes additionnels, qui s'y ajoutent, viennent presque la doubler ; c'est ainsi qu'aux 122 millions et demi en principal, auxquels elle s'élève, il faut ajouter 116 millions en centimes additionnels. — Dans les communes obérées, ces centimes additionnels sont quelquefois, par rapport au principal, de 120 %.

Mais, me dira-t-on, la proportion entre l'impôt foncier et le produit net des terres imposables n'est, en moyenne, que de 8,05 pour cent. Au premier



abord, l'objection prouverait que la propriété foncière n'est pas trop chargée, mais il est nécessaire de remarquer que pendant que les terrains, primitivement incultes, auxquels les plantations de vignes sont venues apporter de la valeur, continuent en général à n'être imposés que d'une façon presque insignifiante (circonstance qui augmente la taxe des autres propriétés), les terres arables ne donnent plus aujourd'hui, à cause de l'augmentation des frais de culture, le produit net qu'elles étaient censées fournir à une époque antérieure. Aussi n'est-il pas étonnant de voir parfois l'impôt foncier atteindre le cinquième ou le quart du montant de la valeur locative.

Le dégrèvement de l'impôt foncier serait de nature à assurer la prospérité de l'industrie agricole ; et, lorsqu'on voit le gouvernement demander dans le cours d'une année des dégrèvements se montant à plus de 180 millions, l'on ne saurait être inquiet des conséquences d'une diminution, dans les ressources de l'Etat, de 122 millions au maximum. — Il est vrai que l'impôt foncier sur les propriétés rurales, par suite des centimes additionnels, procure, en outre, 116 millions aux communes et aux départements ; mais rien n'empêcherait de leur donner le moyen de se créer d'autres ressources, et si, comme le proposait récemment dans un discours fort applaudi l'éminent président du Sénat, Monsieur Léon Say, l'Etat prélevait sur les ressources que lui fournissent ses impôts indirects, dont les plus values s'accroissent

chaque année, une part destinée à alimenter les budgets départementaux et communaux, le problème recevrait peut-être sa solution (1). Cette question est sans nul doute, très-délicate; mais la situation des populations agricoles est telle que l'examen s'en impose à nos pouvoirs publics.

### III.

Nos cultivateurs ne doivent pas se borner à attendre ces secours; ils doivent avant tout compter sur eux-mêmes, et aborder résolument les transformations nécessaires.

L'industrie agricole, on le doit à la vérité, n'a pas accompli jusqu'ici les perfectionnements qui se sont produits dans l'industrie manufacturière. Cependant les encouragements de l'autorité ne lui ont pas manqué. Aussi bien pour l'agriculture que pour les autres professions, l'Etat intervient et exerce son rôle de tutelle.

Non content de patronner des associations agricoles, dont l'une, la *Société des agriculteurs de France*, a une grande notoriété, et dont les autres ont en général un caractère local ou régional, non content d'avoir favorisé la création d'une sorte d'académie agricole, chargée de lui fournir des renseignements, et que l'on appelle la *Société nationale d'agriculture*,

---

(1) V. le journal le *Temps*, du 1<sup>er</sup> août 1880.



l'Etat a créé des fermes modèles, et a, de plus, organisé l'enseignement agricole, qu'il a distingué en plusieurs degrés, à l'imitation de l'enseignement universitaire.

Malgré ces encouragements, ou plutôt parce que l'isolement forcé des cultivateurs les empêche d'en profiter d'une manière assez directe, la culture n'a pas encore donné ce que l'on est en droit d'attendre d'elle ; il lui reste beaucoup à faire. Comme le déclarait récemment dans une circulaire (1) le Ministre de l'Agriculture et du Commerce « Loin de donner tout  
« ce qu'elle pourrait produire, elle en est encore aux  
« petits rendements. Elle ne parvient pas à subvenir  
« à tous les besoins de la consommation, alors qu'a-  
« vec les trésors de notre sol, et notre climat, elle  
« pourrait assurer la subsistance d'une population  
« plus nombreuse. »

Pour lutter avec l'étranger, les cultivateurs doivent chercher à diminuer le prix de revient de leurs produits ; aussi ne saurait-on trop les engager à pratiquer, dans tous les pays où elle est possible, la culture dite *intensive* ; à faire un emploi plus large des engrais, soit en utilisant mieux les engrais organiques fournis par l'exploitation elle-même, soit en suppléant à leur insuffisance par les engrais chimiques ; et enfin à recourir davantage aux machines

---

(1) V. le *Journal Officiel*, du 17 janvier 1881.

aussi nécessaires en agriculture que dans les autres industries.

Sauf dans certaines contrées, nos cultivateurs ne pratiquent guère aujourd'hui encore que la culture dite *extensive*. L'on distingue, en agronomie, deux modes d'exploitation complètement différents : le système *intensif* et le système *extensif*. Le premier consiste à demander à la terre, en échange de grandes avances, la plus grande quantité de produits qu'elle puisse fournir ; le second, au contraire, n'exige d'elle que ce qu'elle peut donner sans avoir reçu les engrais suffisants ou avoir été l'objet d'autres améliorations. C'est donc la plus ou moins grande somme de capitaux consacrés au sol qui différencie l'un ou l'autre mode.

La culture intensive, dont je tiens à préciser davantage les caractères, suppose que la terre, où elle est pratiquée, est de bonne qualité, quoique toutefois elle puisse s'appliquer à un sol de fertilité moyenne. Dans ce système, l'on demande tous les ans à la terre une récolte, et parfois même on lui en fait produire deux dans la même année ; la seconde récolte est alors qualifiée de *dérobée* ; c'est ainsi que l'on met des navets ou des choux après du blé ou du seigle. Les maraîchers obtiennent même jusqu'à trois récoltes successives sur le même sol dans l'espace de douze mois.

En second lieu, l'on cultive les plantes industrielles



(pivotantes, textiles, oléagineuses), dont le produit brut est considérable, mais qui ont l'inconvénient dépuiser la terre, si l'on n'a soin de les faire alterner avec des plantes fourragères, dont l'effet améliorant est très-connu (1).

Aussi, et j'arrive à un troisième caractère, dans la culture intensive le capital d'exploitation doit être très-important ; il est représenté par les avances faites à la terre sous la forme d'engrais et d'amendements, et par la présence d'un nombreux bétail dans la ferme. La quantité d'engrais donnés à la terre est énorme ; non-seulement on utilise tous les engrais organiques, mais il est fait un grand usage des substances minérales ou chimiques. Le nombre des bestiaux est proportionnellement très-considérable, sauf toutefois dans les exploitations maraîchères, qui, voisines des villes, y achètent les fumiers et détritits ; en général, c'est le gros bétail qui y domine ; le mouton y est moins abondant, et il est facile d'en comprendre la raison ; l'absence de jachères est un des traits caractéristiques de ce système, et, sans jachères, l'élevage du mouton est pour les petits cultivateurs sinon impossible du moins très-difficile.

La culture intensive, telle que je viens de la dé-

---

(1) Urit enim lini campum seges, urit avenæ ;  
Urunt Lethæo perfusa papavera somno.  
Sed tamen alternis facilis labor ; arida tantum  
Ne saturare fimo pingui pudeat sola.....

VIRGILE, *Georg.* lib. 1.

peindre, est pratiquée en Belgique, qui est son pays classique, ainsi que dans le département du Nord, où elle a permis aux fermiers de payer des loyers qui ailleurs paraîtraient fabuleux ; on la rencontre également, mais avec des caractères un peu différents, dans quelques-unes des grandes fermes du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise, etc.

Est-il besoin, après ces explications, de montrer ce qu'est la culture extensive ? Non-seulement elle ne demande pas à la terre deux récoltes annuelles, mais elle ne la fait même pas produire chaque année ; elle lui assure, dans chaque assolement, une ou deux saisons de repos pour racheter l'absence ou l'insuffisance d'engrais. Dans ce système, l'on n'emploie, en effet, que fort peu d'engrais, et il ne sera jamais fait usage que de ceux que fournit l'exploitation ; aussi l'on ne cultive pas les plantes industrielles, qui supposent une terre bien fumée. La petite quantité de bestiaux, proportionnellement à l'étendue du champ d'exploitation, est encore un des caractères du système extensif.

En général, ce mode de culture, que l'on voit en Amérique où la terre n'a pas de valeur et où la population est assez rare, qui se trouve pratiqué également en Russie, par suite de la pénurie des capitaux, se rencontre aussi dans plusieurs parties de la France. L'assolement triennal, dans sa simplicité primitive, et avec l'observance rigoureuse de l'année de



jachère nue, en est une application. Que de régions, dans notre pays, en sont encore à ce mode de culture !

Or, c'est ce système extensif qu'il faut faire disparaître. Nos cultivateurs se plaignent de l'insuffisance de leurs produits ; ils prétendent que leurs récoltes, loin de leur laisser des bénéfices, leur permettent à peine de payer leurs fermages ou de supporter leurs frais. Mais pourquoi persistent-ils à renoncer à une récolte sur trois années ? Pourquoi continuent-ils à donner à la terre un repos, qui ne lui est indispensable que dans le cas où l'on ne reconstitue pas, par des engrais, sa fécondité naturelle ?

C'est que précisément ils ne font pas un usage suffisant d'engrais. La plupart du temps, ils n'emploient que ceux qui sont produits dans la ferme. Non-seulement ils n'achètent pas de substances chimiques, dont l'acquisition leur paraît onéreuse, et dont les vertus ne leur paraissent pas assez démontrées, non-seulement ils ne recourent pas à ceux des engrais organiques qu'il leur faudrait se procurer à prix d'argent ; mais ils n'utilisent pas complètement leurs fumiers, soit en en laissant écouler la partie liquide, soit en négligeant d'en accroître la quantité par l'addition de matières fertilisantes que l'on rencontre dans les campagnes.

L'usage des machines est aussi à généraliser dans

nos exploitations rurales ; leur concours y est encore très-restreint.

Dans certaines contrées de la France, les laboureurs se servent de l'ancienne charrue des Gaulois, et, avec cet instrument primitif, ne peuvent qu'effleurer à peine la terre, et n'y tracer que des sillons de faible largeur. — Combien de cultivateurs négligent l'usage du semoir ! et cependant il permet de réaliser une économie de semence fort appréciable, qui se traduit par un quart, pour ne pas dire les deux cinquièmes de ce qu'il faut pour ensemençer *à la voilée* la même étendue de terrain ; il a, de plus, l'avantage de fournir un travail d'une extrême régularité. — Quant aux faucheuses, aux moissonneuses, dont la besogne est si rapide, elles sont à peine connues ; les grands cultivateurs eux-mêmes, si j'en excepte un petit nombre, ont résisté jusqu'ici à leur emploi, et tandis qu'aux Etats-Unis l'on en compte plus de 175,000, il y en a à peine 3,000 en France. — Est-il besoin, après cela, de dire que ces instruments perfectionnés, que l'on appelle les charrues à vapeur, n'existent guère chez nous qu'à titre d'essai !

Pour beaucoup des progrès, dont je viens de parler, et dont la réalisation s'impose à notre agriculture comme une nécessité de l'avenir, l'association sera d'un puissant secours. Non pas qu'elle soit, comme se sont plu à le déclarer certains économistes, la panacée universelle ; non pas qu'elle puisse modifier



complètement l'industrie agricole. A mon sens, l'association a ici un rôle plus modeste. Pour des raisons qu'il serait trop long d'indiquer, elle est peu répandue dans les classes agricoles ; aussi si elle a, comme je le crois, sa place marquée en agriculture, faut-il se garder de l'étendre outre mesure, et d'en conseiller l'application dans des hypothèses où l'on rencontrerait des résistances invincibles de la part des habitants de nos campagnes.

Loin de moi par conséquent la pensée de proposer la mise en société des exploitations rurales. Il y a sans doute quelques fermes gérées par des sociétés ; mais elles sont généralement l'accessoire d'une entreprise principale d'ordre manufacturier ; c'est ainsi que les sociétés sucrières possèdent fréquemment, à côté de leur usine, une ou plusieurs fermes, aux travaux desquelles elles emploient le personnel et le matériel de leur fabrique, et dont les terres sont affectées particulièrement à la culture des plantes industrielles destinées à alimenter l'usine ; du reste, ces fermes n'ont que rarement par elles-mêmes des bénéfices sérieux.

Je n'irai pas davantage jusqu'à préconiser l'association pour l'exécution en commun des travaux agricoles de tout un territoire.

Si, ce dont je suis convaincu d'ailleurs, l'association a son rôle dans l'industrie agricole, il faut le chercher à d'autres points de vue ; or il se révèle à moi relativement : 1° A l'acquisition des semences,

engrais et machines ; 2° A l'exécution de travaux d'intérêt général ; 3° A la transformation et à l'écoulement des produits.

1° Pour l'achat des instruments, des semences et des engrais, l'association présente les plus grands avantages aux petits cultivateurs.

Le renouvellement ou le changement de semences est prescrit, on le sait ; l'on ne peut impunément se servir d'une façon constante, pour l'ensemencement, du grain recueilli sur les terres de la ferme. Du reste, il est quelquefois de l'intérêt du cultivateur de faire les emblavures avec des blés étrangers, et de tenter l'essai de graines plus productives.

D'autre part, les engrais chimiques sont souvent nécessaires ou au moins utiles ; mais leur acquisition est fréquemment accompagnée d'ennuis. Le petit cultivateur paie ces engrais fort cher ; parfois aussi il est trompé ; et c'est même pour éviter les fraudes dont il peut être la victime, qu'il s'est formé des entreprises qui se chargent du contrôle des engrais. L'association peut faire disparaître ces difficultés.

Elle pourra de même supprimer les ennuis que le petit cultivateur éprouve, lorsqu'il se procure des machines. S'adresse-t-il en effet, à un industriel, il est obligé, après être allé faire son choix, de les faire venir, et les frais de transport s'ajoutent au prix d'achat ; s'adresse-t-il à un détaillant, il doit supporter le prix de la machine, augmenté du bénéfice de l'intermédiaire.



Que les cultivateurs d'une contrée forment donc entr'eux des sociétés coopératives, dont l'objet sera l'achat des semences, engrais et machines ; que ces sociétés fassent leurs acquisitions en gros ; qu'elles les paient au comptant ; qu'elles se chargent de faire contrôler par un chimiste la composition des engrais.....

Plusieurs sociétés coopératives existent entre agriculteurs, dois-je ajouter ; et il en est une en Belgique qui donne les meilleurs résultats.

2° Des sociétés peuvent être formées pour l'exécution de travaux d'intérêt général. — L'association est même le seul moyen qui permette d'obtenir l'accomplissement de travaux, comme l'irrigation, ou, à l'inverse, le drainage des terrains et le dessèchement des marais. Notre loi l'a tellement bien compris qu'elle a facilité l'organisation des syndicats de propriétaires (1).

3° La formation de sociétés a une utilité incontestable lorsqu'il s'agit de la transformation et de l'écoulement des produits agricoles.

Les agriculteurs, dans certaines régions de la France, cultivent des plantes industrielles, dont la transformation est assez aisée. Je puis citer, à titre d'exemple, la betterave, qui sert, comme on le sait, à la fabrication du sucre et de l'alcool. Pourquoi les cultivateurs d'une même contrée ne s'associeraient-

---

(1) Loi du 21-26 juin 1865.

ils pas pour en opérer eux-mêmes la transformation ? Ne pourraient-ils pas fonder ensemble une fabrique de sucre ou une distillerie, dont le voisinage leur permettrait de pratiquer la culture si lucrative de la betterave ? Ils assureraient ainsi à leurs produits un débouché, qui, sans cette usine, leur ferait peut-être défaut, soit qu'il n'y eût pas d'industriel dans le pays, soit que les industriels se fussent ligüés entr'eux pour leur imposer des exigences trop dures. — Je connais personnellement quelques sociétés de ce genre.

En second lieu, l'association présente une utilité évidente, lorsqu'il s'agit de l'acquisition et de l'emploi des machines à battre. — Le battage à la main, autrement dit le battage par le *fléau*, est devenu aujourd'hui impossible pour des raisons qu'il serait trop long d'expliquer. — Aussi, lorsque dans une localité il n'y a pas d'entrepreneur de battage qui puisse louer ses services aux petits cultivateurs, ces derniers n'ont d'autre ressource que d'acheter une machine qui leur appartiendra en commun, et dont ils se serviront à tour de rôle ; la possession de cette batteuse leur fera, d'ailleurs, réaliser une économie de main-d'œuvre.

L'on compte en France un assez grand nombre de sociétés de ce genre ; et il en existe plusieurs, à ma connaissance, dans le département de l'Oise.

Enfin, et pour montrer une autre utilité de l'association, je dois citer les sociétés *fruitières* de la Suisse



et de l'Est de la France, qui ont pris une si grande importance. — Pour les cultivateurs voisins d'une grande ville ou à proximité d'une ligne de chemins de fer, le lait des vaches est une source de bénéfices journaliers et assurés ; il est enlevé chaque jour, et sa vente ne donne lieu à aucun travail ni à aucune préparation. Mais transportons-nous dans les montagnes du Jura, de la Franche-Comté... ou dans d'autres contrées où les communications sont peu commodes ; que fera le cultivateur du lait quotidien de ses deux, trois ou quatre vaches ? Le vendre ? il n'y peut songer. — L'utiliser lui-même dans une fabrication de fromages ? Mais pour livrer au commerce des produits de bonne qualité, il faut consacrer à leur préparation, une partie de son temps et, de plus, s'y livrer à mesure que le lait est recueilli ; et qui ne voit que le propriétaire d'une ou de deux vaches ne peut entreprendre avec profit une semblable fabrication ! Aussi l'association a-t-elle été imaginée ici avec le plus grand succès ; chaque jour, les cultivateurs d'une même commune portent au siège de leur société leur lait ; l'un donnera celui d'une vache ; l'autre celui de deux, etc.... Un homme est spécialement préposé à la manipulation de laquelle sortira le fromage. A la fin de la saison, les produits sont répartis entre les différents cultivateurs de la localité au prorata de la quantité de lait fournie par chacun d'eux (1).

---

(1) « De Suisse, les sociétés fromagères se sont propagées dans le Doubs où elles produisent annuellement une va-

Voilà, esquissé en traits généraux, le rôle de l'association. C'est particulièrement dans la petite culture que s'en trouve la place et que s'en fait sentir l'utilité. — Grâce à elle, il lui sera permis d'obtenir la plupart des avantages de la grande culture.

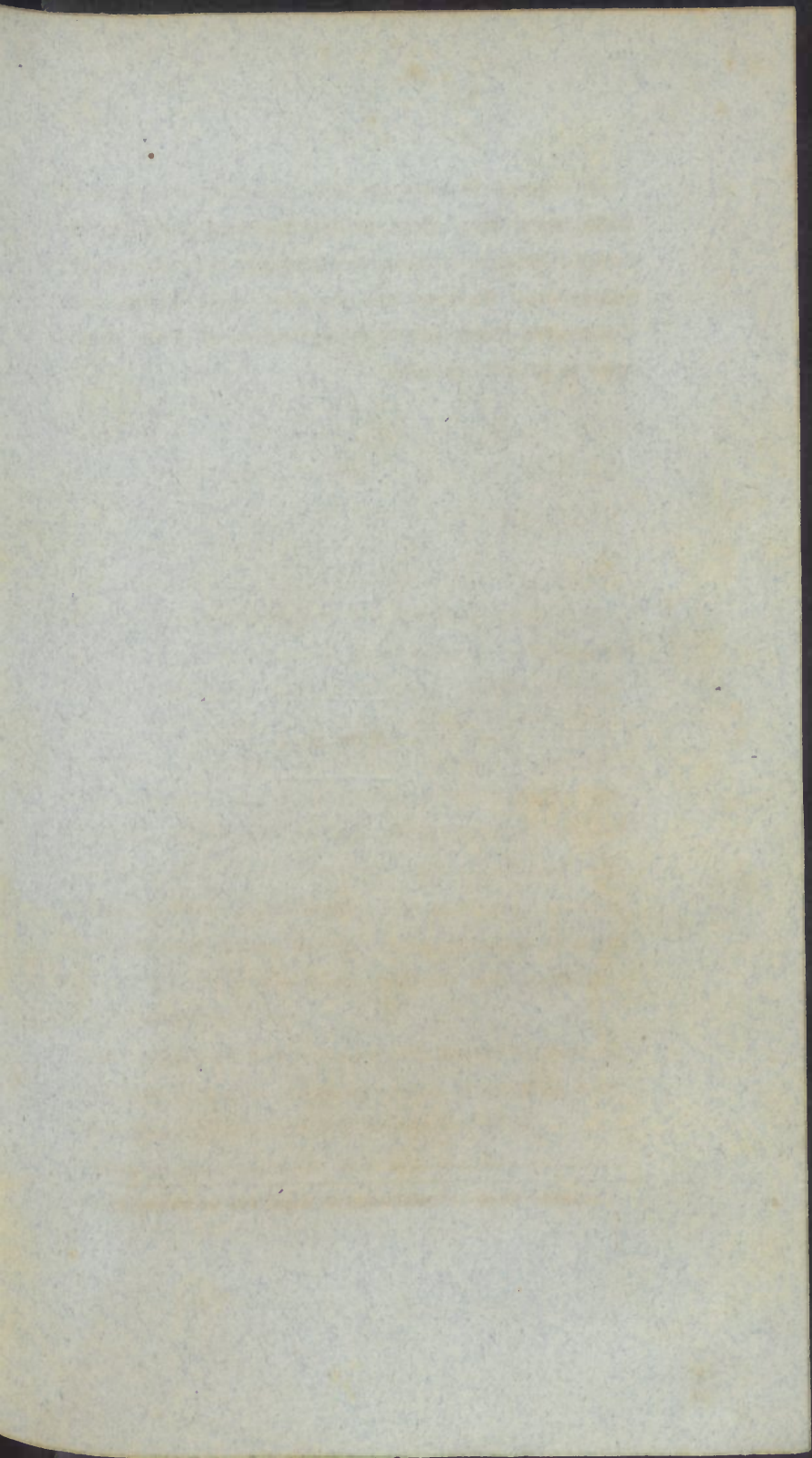
L'avenir impose à l'Agriculture Française la nécessité d'obtenir des rendements plus élevés. Pour subir sans crainte la concurrence du Nouveau-Monde, il lui faut diminuer, autant que faire se peut, ses prix de revient; et elle n'obtiendra cette diminution qu'à trois conditions : en augmentant d'abord pendant la période de l'assolement le nombre des récoltes, et en généralisant dans ses exploitations le système *intensif*; ensuite, en faisant un large emploi des machines qui réduisent les frais de main-d'œuvre et abrègent la besogne; en troisième lieu, en se servant davantage des engrais, dont l'abondance a pour effet immédiat d'abaisser les frais de production, comme l'a si bien mis en évidence un agronome distingué, Monsieur Bisson de l'Indre, lorsqu'il a calculé que, toutes choses égales, d'ailleurs, une fumure de 20,000 kilogs en 6 ans donne l'hectolitre de blé à 20 fr. 23 c. .... et de 60,000 kilogs, à 13 fr. 50 c.

- 
- leur de 7,930,000 fr., dans l'Ain (valeur annuelle, 7,639,000 fr.); dans la Haute-Savoie (8,702,000 fr.); dans le Jura
  - (2.853,000 fr.) dans le Cantal (4 millions.) »
- Cauwès; *Précis d'Econ. polit.* 1<sup>er</sup> vol. p. 251.



En résumé, la solution de la situation actuelle consiste, selon moi, dans un dégrèvement par l'Etat de l'impôt foncier, et dans l'emploi par les cultivateurs eux-mêmes de tous les procédés dont l'effet sera d'accroître leurs produits agricoles, et d'en diminuer le prix de revient.

— 2 —

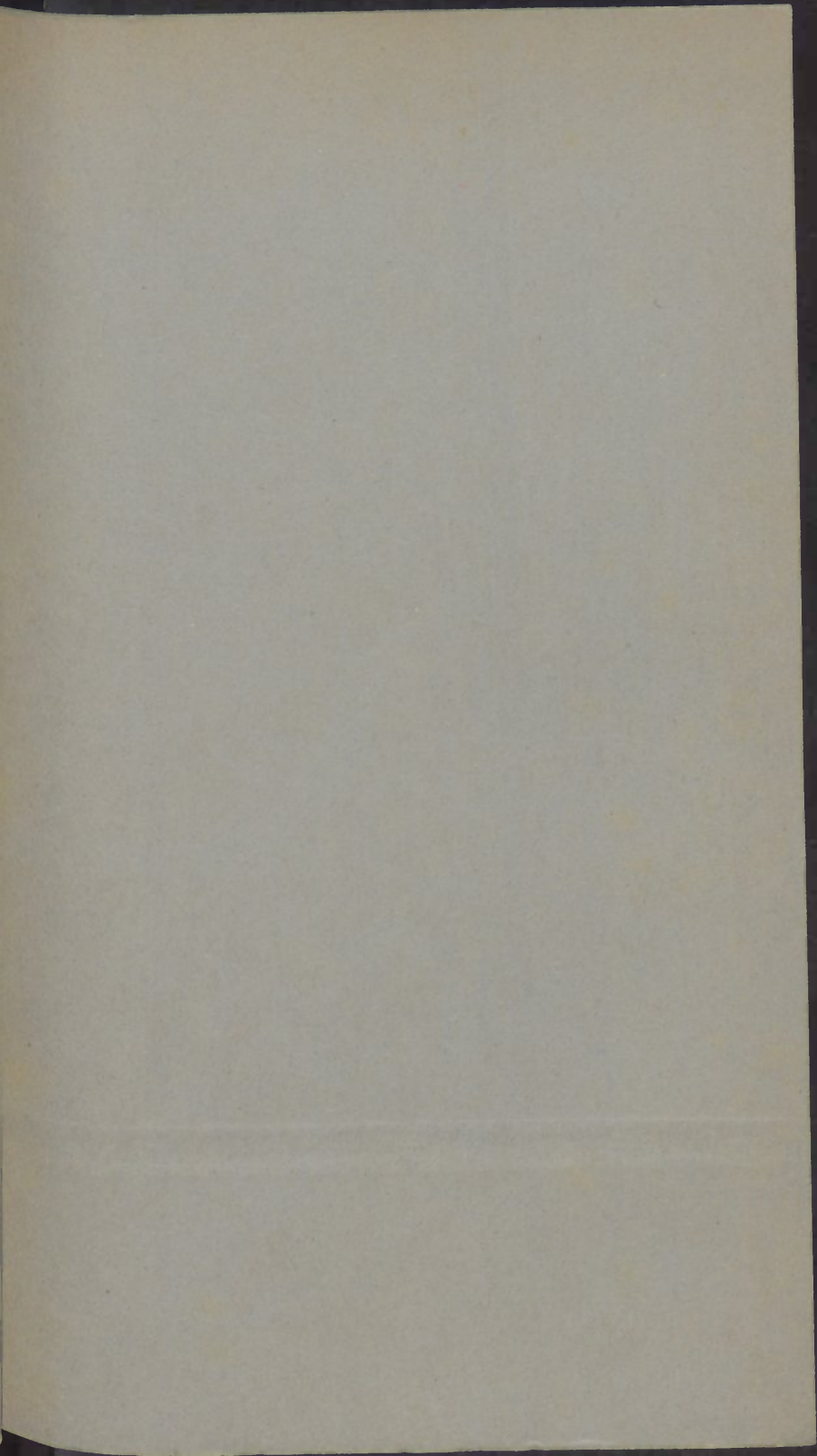




---

CLERMONT-OISE. — IMPRIMERIE A. DAIX, RUE DE CONDÉ, 27.

---







206\$07958765